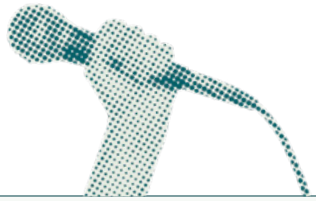
INTERVIEW

Propos recueillis par
MANON LEGRAND

INGRID ROBEYNS	Philosophe et économiste belgo-néerlandaise, professeure à l'université d'Utrecht



« Nous devons plafonner la richesse individuelle »



Que veut dire être « trop riche » ? Et à partir de quand la fortune est-elle nuisible à la société ? Dans son ouvrage *Limitarisme. Contre l'extrême richesse* (Actes Sud, 2026), l'économiste et philosophe belgo-néerlandaise Ingrid Robeyns s'attaque à la question des inégalités par le prisme de l'extrême richesse. Elle développe une théorie éthique et économique audacieuse qui soutient qu'il devrait y avoir un plafond à la richesse individuelle pour préserver la démocratie, réduire les inégalités sociales et répondre aux crises écologiques.

Votre théorie du limitarisme pose une question fondamentale : pouvons-nous, à un moment, considérer que nous avons « trop » d'argent ?

C'est en effet la question à l'origine de mon livre. Et la réponse est oui : il est possible d'avoir trop d'argent, et il est nuisible pour la société que certaines personnes aient trop d'argent. Nous nous accordons tous sur la nécessité d'éliminer la pauvreté et de soutenir les plus vulnérables. Cela est extrêmement important, mais cela ne suffit pas. Nous devons aussi bâtir une société qui empêche la formation d'un groupe de personnes tellement riches qu'elles en deviennent nuisibles au corps social. Je développe au fil des chapitres plusieurs raisons pour lesquelles nous devrions fixer un plafond à la richesse individuelle.

Tout d'abord, il y a des raisons historiques : de nombreuses fortunes se sont constituées de manière illégitime ou injuste, j'ai d'ailleurs nommé un chapitre « Argent sale ».

Ensuite, l'extrême concentration de l'argent érode la démocratie et s'avère incompatible avec la préservation de la planète. C'est également un gaspillage économique pur et simple, car une redistribution différente génèrerait un bien-être social démultiplié.

Enfin, comme j'ai pu le constater lors d'interviews avec des super-riches, cela n'est probablement même pas bon pour leur santé mentale et leur épanouissement.

Comment l'extrême richesse sape-t-elle la démocratie ?

Cela se produit à travers trois mécanismes principaux. Tout d'abord, comme on le voit aux États-Unis, les très riches peuvent « acheter » des politiciens dans le sens où ils peuvent financer des campagnes, via des dons massifs à des partis qui vont protéger leurs intérêts. Les travaux académiques montrent qu'en Europe comme aux États-Unis, la politique a tendance à satisfaire davantage les intérêts des classes les plus aisées, plus riches et/ou plus éduquées. On l'observe aujourd'hui aux États-Unis de façon extrême : des chercheur·ses en sciences politiques parlent même d'une autocratie ou d'une oligarchie pour illustrer la symbiose entre les milliardaires de la tech et le pouvoir et l'administration Trump.

Le deuxième mécanisme est le lobbying qui permet d'infléchir les agendas politiques nationaux et internationaux. Les super-riches et les grandes entreprises disposent de ressources financières illimitées pour employer des cabinets de lobbying. Face à cela, qui fait du lobbying pour les personnes sans-abris, les aidant·es proches ou les personnes précarisées ? Les politiques fiscales s'en trouvent inévitablement déformées en faveur des plus fortuné·es (baisses d'impôts sur la fortune, exonérations sur les successions, etc.).

Enfin, le troisième mécanisme par lequel la concentration de richesse sape la démocratie concerne la sphère publique et les médias. Lorsqu'une poignée de milliardaires rachète la majorité des médias d'information, leurs perspectives idéologiques et leurs intérêts financiers se trouvent surreprésentés dans le débat public.

Vous avez écrit ce livre en 2023, observez-vous depuis une accélération de cette menace démocratique ?

Depuis que j'ai écrit ce livre, nous assistons à un tournant effrayant chez ceux que je nommerai les milliardaires de la Silicon Valley. Leur volonté n'est plus seulement de fragiliser la démocratie ou de la tourner à leur avantage, mais bien d'y mettre fin. On observe chez certains magnats de la tech quelque chose de l'ordre de la démesure, de l'hubris, comme le fantasme de quitter la Terre pour reconstruire une civilisation sur Mars, tout en finançant l'agitation politique sur Terre. Leur soutien à l'extrême droite s'exprime désormais au grand jour. L'attitude de Elon Musk

en est l'exemple frappant : il alimente activement les discours d'extrême droite et attise les tensions raciales et sociales en Europe et aux États-Unis.

« Il y a un lien de corrélation entre concentration des richesses et dégradation écologique », dites-vous. Pensez-vous que la succession de catastrophes climatiques puisse provoquer un déclic chez les plus fortuné·es, ou cela relève-t-il d'une grande naïveté ?

On espère toujours un déclic, n'est-ce pas ? L'être humain a tendance à espérer un tournant majeur après chaque catastrophe. En Europe, nous subissons désormais des incendies sans précédent, des vagues de chaleur mortelles, des pénuries d'eau et des inondations dévastatrices. Pourtant, alors qu'il y a urgence, les représentant·es politiques et économiques restent plongé·es dans des formes de déni. En ce qui concerne les super-riches, beaucoup se réfugient derrière des dogmes « éco-modernistes », convaincus que la technologie (comme la capture de carbone) viendra résoudre le problème sans qu'il soit nécessaire de modifier son mode de vie. C'est une illusion et à nouveau le signe d'une forme d'orgueil démesuré. La crise écologique englobe aussi l'effondrement de la biodiversité et le dépassement des limites planétaires. On ne gère pas la biosphère comme un simple modèle économique.

En quoi le limitarisme est-il une piste de réponse aux crises écologiques ?

Récemment, le Global Justice Report, publié par Thomas Piketty et ses collègues de la Paris School of Economics, a analysé la possibilité de ramener l'économie mondiale dans les limites planétaires d'ici 2100 tout en répondant aux besoins fondamentaux de toute la population mondiale. Leur conclusion est claire : il faut réorienter l'économie des biens matériels vers les services, tout en réduisant drastiquement les inégalités. Ils soutiennent d'une certaine manière le limitarisme car ils préconisent notamment une taxe de 20 % sur la fortune des milliardaires qui servirait à alimenter un fonds mondial pour la justice sociale et climatique. Si l'on applique cela pendant 6-7 ans, on aura supprimé les fortunes des milliardaires. Nous devons aborder la crise climatique comme une crise existentielle pour la survie humaine – et non comme un « problème » à résoudre – c'est alors que l'enjeu de l'élimination des méga-fortunes par l'impôt deviendra pleinement légitime.

Le limitarisme ne demande pas le rejet de l'économie libérale de marché, et il n'est pas non plus un communisme, insistez-vous. Pourquoi ?

Cela dépend de la définition que l'on donne au capitalisme. Si l'on entend par là l'existence de marchés, la propriété privée et le travail salarié, je ne pense pas qu'il soit nécessaire d'abolir l'ensemble de ces mécanismes. On peut préserver les marchés tout en développant la diversité des modèles d'entreprises : coopératives, entreprises d'économie sociale… Cependant, il faut réguler ces marchés de manière stricte : éliminer l'extractivisme financier, intégrer les couts écologiques réels dans le prix des biens et fixer une limite à la richesse individuelle. Trop souvent, dès que l'on critique le capitalisme dérégulé, on vous accuse de vouloir restaurer le communisme soviétique. C'est absurde. Nos pays fonctionnent déjà sous le régime d'économies mixtes. L'enjeu est de faire revenir le curseur vers une régulation sociale et écologique forte, loin du néolibéralisme des quatre dernières décennies.

« Nous devons bâtir une société qui empêche la formation d'un groupe de personnes tellement riches qu'elles en deviennent nuisibles au corps social. »

Vous vous adressez aux super-riches, mais les aspirations à accumuler toujours plus sont très répandues. Comment repenser sa propre définition d'une vie riche ?

C'est un défi psychologique et culturel fondamental. L'idéologie néolibérale nous a conditionnés à désirer et consommer toujours « plus ». Nous devons désapprendre cela et redéfinir ce qu'est une « vie bonne » pour préserver la viabilité de notre planète. Une vie accomplie ne repose pas sur l'accumulation d'objets, mais sur la qualité des relations humaines, le temps libre, la culture, l'apprentissage de savoir-faire artisanaux. Nous devons accepter collectivement de faire un pas en arrière sur le plan de la consommation matérielle pour préserver la viabilité de notre planète.

Il faut aussi, selon vous, se décrocher du « mythe de la méritocratie »…

La méritocratie pure prétend que tout ce que vous obtenez est à mettre à votre seul crédit, et que toutes vos difficultés sont de votre responsabilité. Personne ne mérite d'être multimillionnaire ! C'est une vision toxique qui nous empêche de prendre les mesures nécessaires pour une redistribution des richesses à grande échelle. Je pense que reconnaitre le rôle massif de la chance dans nos trajectoires devrait inspirer aux super-riches de la modestie et un principe de responsabilité envers la collectivité – « noblesse oblige » – plutôt qu'un sentiment de toute-puissance personnelle et de possession.

Cette question du mérite se cristallise fortement autour de la transmission du patrimoine. Pourquoi la taxation des héritages suscite-t-elle autant de résistances ?

L'héritage est un sujet éminemment sensible car il touche aux liens familiaux et à l'affect. Pourtant, il faut distinguer la grande majorité des successions des très hauts patrimoines. Pour 80 % à 90 % de la population, les héritages représentent des montants modestes qui n'altèrent pas le fonctionnement démocratique ou économique de la société. Le problème réside dans les hauts patrimoines transmis de génération en génération. Ces transmissions de plusieurs millions ou milliards d'euros créent de véritables dynasties sauvages économiques. Les enfants de familles richissimes bénéficient de réseaux d'avocats, d'écoles privées de haut niveau et de capitaux financiers qui les placent dans un monde totalement déconnecté du reste de la population. Ils n'ont plus besoin de services publics, de la sécurité sociale ni des institutions communes. Cette sécession des élites représente à mes yeux un danger majeur pour la cohésion sociale.

Quelles sont vos propositions en matière d'héritage ?

Je rejoins les propositions d'économistes comme Tony Atkinson et Thomas Piketty qui plaident pour une hausse radicale de l'impôt sur les successions ; ils défendent aussi l'élaboration d'une bourse à destination des jeunes adultes, qui serait en partie financée par l'impôt sur la fortune et celui sur les successions, entre autres. Je donne ce chiffre éloquent dans mon livre : si on taxait suffisamment les riches aux États-Unis, on pourrait presque ouvrir un compte d'épargne pour chaque enfant du pays, où 6 350 dollars seraient déposés chaque année jusqu'à ses dix-huit ans. J'ajouterais une variante à ces propositions : plafonner les montants dont une personne peut hériter au cours de sa vie (ou les donations qu'elle peut recevoir), pour ensuite redistribuer les revenus dégagés par l'impôt aux autres citoyen·nes du pays et renflouer les caisses publiques.

Une autre mesure abordée dans le débat (et dans ce numéro) est l'instauration d'un salaire maximum… Qu'en pensez-vous ?

Dans certaines institutions ou organisations, les ratios salariaux sont maintenus dans une fourchette raisonnable de 1 à 3 entre le salaire le plus bas et le salaire le plus élevé. C'est ce que nous avons dans les universités néerlandaises, sauf pour le personnel de nettoyage qui est externalisé. Dans le secteur privé par contre, les écarts explosent. L'escalade des salaires de patrons dans le privé est selon moi principalement alimentée par une quête de statut social, et particulièrement chez les hommes. Ils croient que leur propre valeur personnelle dépend du fait de ne pas avoir moins que leurs concurrents. Nous devons réapprendre à valoriser les compétences et l'engagement à travers d'autres formes de reconnaissance sociale non monétaires.

N'y a-t-il pas un risque là de précariser davantage les femmes, qui accomplissent déjà une part immense du travail de soin et non rémunéré ?

C'est une objection légitime et essentielle. Le piège serait d'utiliser la valorisation symbolique du travail pour justifier le sous-paiement des métiers du soin (care), historiquement et majoritairement occupés par des femmes. Mon propos ne vise pas à réduire les salaires des travailleurs ni à glorifier le travail bénévole non rémunéré. Il s'agit de s'attaquer à la surrémunération indécente au sommet, au nom d'un prestige supposé. Je pense que la discussion sur le salaire maximum porte sur le fait qu'on n'a pas besoin d'autant d'argent pour avoir une bonne vie. Cette discussion est en revanche selon moi moins pertinente pour les dommages de l'extrême richesse, parce que ces montants de richesse proviennent soit de l'héritage soit de l'entrepreneuriat.

Qui décide et comment fixer où commence le « trop » ?

Aujourd'hui, nous collaborons avec des organisations telles que Oxfam International, la New Economics Foundation, les Patriotic Millionaires et des chercheur·ses de la London School of Economics pour définir – sur le modèle du seuil de pauvreté – une « ligne d'extrême richesse » (top line), c'est-à-dire un seuil chiffré au-delà duquel l'accumulation personnelle devient préjudiciable pour la collectivité. Le chiffre exact doit faire l'objet d'un débat démocratique dans chaque pays.

« Le chiffre exact au-delà duquel l'accumulation personnelle devient préjudiciable pour la collectivité doit faire l'objet d'un débat démocratique. »

Dans un pays au profil socio-économique similaire à celui des Pays-Bas, où je vis, il faudrait que personne ne puisse posséder plus de 10 millions d'euros. C'est le niveau au-delà duquel la détention de capital confère un pouvoir de nuisance intolérable pour la société. Il se pourrait que ce seuil soit différent selon que l'on considère les dommages sur la démocratie ou sur l'environnement. En effet, les dégâts écologiques (vols en jet privé, empreinte carbone démesurée) apparaissent à des niveaux de richesse beaucoup plus bas que les dommages politiques. J'entends par là qu'il faut quand même beaucoup d'argent pour embaucher un lobbyiste, financer une campagne ou racheter un média. Mais à chaque communauté de déterminer le seuil qui lui semble moralement et éthiquement acceptable.



© Manon Legrand